

PAKISTAN

Les talibans commencent à se retirer de Buner, dans le nord-ouest

Les talibans ont commencé hier à se retirer du district de Buner, dans le nord-ouest du Pakistan, qu'ils occupaient depuis plusieurs jours au mépris d'un accord de cessez-le-feu très controversé et considéré comme une capitulation par Washington.

Au moment même où elles annonçaient la nouvelle, les autorités locales promettaient d'appliquer «sans retard» à Buner cet accord conclu à la mi-février avec ces combattants islamistes proches d'Al-Qaïda, et prévoyant l'instauration de tribunaux islamiques en échange de la cessation des combats.

Cet accord de cessez-le-feu, conclu tandis que l'armée ne parvenait pas à venir à bout des talibans qui occupaient la vallée de Swat depuis deux ans, prévoyait aussi que les islamistes devaient déposer les armes. Il était considéré par Washington et une large partie de l'opinion publique pakistanaise comme une capitulation devant les extrémistes.

«Ils sont en train de se retirer de Buner», a déclaré hier soir à Peshawar, capitale de la Province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP), le ministre de l'Information du gouvernement provincial Mian Iftikhar Hussain, à l'issue d'une réunion de tous les partis politiques.

«Les talibans se sont déjà retirés de quelques endroits et nous acheverons ce retrait dans quelque

temps», a ensuite déclaré à l'AFP Muslim Khan, au téléphone à partir d'un lieu indéterminé.

Le cessez-le-feu a en fait permis aux talibans de Swat, liés à Al-Qaïda et aux talibans afghans, de pousser leur avantage sur le terrain en s'emparant, en début de semaine, du district voisin de Buner.

Une centaine de paramilitaires avaient pris position dès jeudi soir dans certains postes de police de Buner, mais les talibans patrouillaient toujours en ville hier à la mi-journée, lourdement armés, selon la police et des habitants.

«Les talibans nous ont assuré qu'ils allaient cesser de patrouiller dans la région de Malakand», dans laquelle est censé s'appliquer l'accord sur les tribunaux islamiques, et qui comprend les districts de Swat et Buner notamment, a assuré Mohammad Javed, un responsable des autorités locales, joint au téléphone à Buner. «Ils ont également promis de ne plus intervenir dans les affaires du gouvernement», a-t-il précisé.

Les talibans avaient déjà promis la même chose après que le président Asif



«Les talibans ont promis de ne plus intervenir dans les affaires du gouvernement.»

Ali Zardari eut promulgué l'accord controversé il y a dix jours. Leur porte-parole Muslim Khan a même promis en début de semaine que ses combattants allaient porter le jihad dans

tout le pays pour y faire régner la loi islamique, la charia.

Après plusieurs jours de mutisme du gouvernement, qui avait déclenché la colère des médias pakistanais

et d'une grande partie de l'opinion, le Premier ministre Yousuf Raza Gilani avait averti hier matin que l'accord de Swat pourrait être remis en cause si les talibans ne le respectaient

pas. Mercredi, la chute de Buner a provoqué de nouvelles réactions hostiles de Washington, dont Islamabad est l'allié-clé depuis fin 2001 dans sa «guerre contre le terrorisme».

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est alarmée de «la menace pour l'existence de l'Etat du Pakistan que représente la progression continue des talibans», et redouté qu'ils ne soient un jour à même de «prendre le contrôle» de cet «Etat nucléaire».

«Nous avons appelé ceux qui ont brandi les armes à les baisser pour la sauvegarde du processus de paix», a déclaré hier le ministre Hussain à l'issue de la réunion des partis à Peshawar, affirmant : «les participants ont approuvé à l'unanimité l'application sans retard à Buner» de l'accord sur les tribunaux islamiques.

FRANCE-ESPAGNE

Zapatero estime qu'«il n'y a aucun problème» avec Sarkozy

Le chef du gouvernement espagnol a affirmé qu'il n'y avait «aucun problème» avec Nicolas Sarkozy après une polémique sur des propos attribués au président français, un homme que José Luis Zapatero juge «généreux» et «élogieux», dans une interview publiée hier.

«J'ai une très bonne relation avec Nicolas Sarkozy et je sais que tous les commentaires qu'il a pu faire sur moi étaient positifs», a déclaré M. Zapatero au quotidien *Le Monde*.

M. Sarkozy aurait déclaré que le chef du gouvernement espagnol n'était «peut-être pas intelligent», mais qu'il avait «gagné deux fois les élections», au cours d'une conversation avec des parlementaires français.

Ces propos rapportés par le quotidien *Libération*, mais démentis par la présidence française, ont été largement commentés par la presse espagnole et ont provoqué une polémique la semaine dernière en France.

«Je crois que cette affaire a créé une certaine polémique, mais je connais bien Nicolas Sarkozy. Il a toujours été généreux dans la relation, et élogieux. Il n'y a donc aucun problème. Cela n'appelle aucune explication avec moi», a estimé M. Zapatero à qui l'on demandait s'il ne s'était pas senti «offensé» par les propos attribués à M. Sarkozy.

Le chef du gouvernement espagnol a également confirmé, mais sans donner plus de détails, avoir reçu une lettre de la socialiste française Ségolène Royal lui présentant des «excuses» pour les propos attribués



Photo : DR.

au chef de l'Etat français. L'annonce de l'envoi de cette lettre d'excuses avait encore ajouté à la controverse en France.

«Je dois préciser que Nicolas Sarkozy a toujours été très diplomate avec moi», a encore déclaré José Luis Zapatero, interrogé par *Le Monde* sur «le style parfois peu diplomatique» du dirigeant français, en particulier pendant la présidence française de l'UE.

M. Sarkozy effectuera lundi et mardi une visite d'Etat en Espagne, doublée d'un sommet bilatéral franco-espagnol. Interrogé par ailleurs sur la crise et un éventuel changement de cap économique après l'éclatement de la «bulle immobilière», M. Zapatero a répondu que son gouvernement voulait «dessiner un nouveau modèle de croissance», qui «demandera un ambitieux programme de transformation d'une partie du tissu économique». «Notre grand pari, c'est l'éco-

nomie "verte", a-t-il souligné, assurant que le «climat social est raisonnablement bon» en Espagne et que les travailleurs «ne perdront pas de droits sociaux et politiques» tant qu'il resterait à la tête du gouvernement.

«M. Zapatero a aussi affirmé que le Pays basque espagnol allait «vivre un temps de tranquillité» avec l'arrivée au pouvoir pour la première fois dans la région d'un gouvernement socialiste, rendue possible par une alliance inédite avec les conservateurs pour écarter les nationalistes du pouvoir.

«Il y aura au Pays basque un gouvernement prêt à coopérer avec l'ensemble de l'Espagne, respectueux du cadre constitutionnel et actif pour en finir avec le groupe terroriste ETA au moment où nous obtenons de grands résultats dans la lutte antiterroriste et où ce groupe est de plus en plus faible», a-t-il dit.

ARMEMENT

Pyongyang ne compte pas reprendre les discussions sur le nucléaire

La Corée du Nord n'a pas l'intention dans l'immédiat de retourner aux discussions à six sur sa dénucléarisation, a estimé hier le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour qui les sanctions contre Pyongyang ne sont pas constructives.

«La Corée du Nord n'a pas l'intention pour le moment de revenir aux discussions à six», a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de deux jours à Pyongyang, destinée à essayer de convaincre le Nord de modifier sa position.

Les nations concernées doivent tenter de persuader Pyongyang de revenir à la table des négociations, a ajouté M. Lavrov. La Russie est l'un des membres de ce groupe de négociations, avec les deux Corées, les Etats-Unis, le Japon et la Chine. M. Lavrov a également qualifié les sanctions à l'égard de la Corée du Nord de «non constructives».

La Corée du Nord a annoncé son retrait des négociations à six, l'arrêt de sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la réactivation de ses installations nucléaires après sa condamnation au Conseil de sécurité de l'ONU pour le lancement d'une fusée le 5 avril. L'annonce du retrait de Pyongyang des discussions à six a provoqué un vif émoi parmi ses partenaires de négociation, qui tentent depuis 2003 de la faire renoncer à ses ambitions atomiques en échange d'une importante aide énergétique.